

Le Stéphanaïs

Bimensuel municipal d'informations locales



Saint-Étienne-du-Rouvray du 7 au 21 février 2008 n° 55

Pour rebondir

Le Centre communal d'action sociale (CCAS) fait face à la montée des difficultés chez les ménages modestes. Un soutien qui s'avère vital pour un nombre croissant de personnes... p.7 à 10.



Transport culturel

Grâce au Mobilo'bus, participez à tous les événements culturels.

p. 3

Affûtez les CV!

Le Club des entreprises des bords de Seine prépare son forum des métiers.

p. 4

Macé fait son ciné

Des habitants appelés à témoigner, en images, sur leur parcours résidentiel.

p. 6

Corps à corps

La nouvelle chargée de mission « danse » du Rive Gauche fait danser les jeunes.

p. 12

Elle court la banlieue!



Expo au centre Jean-Prévost : les banlieues sont des sportives inventives.

p. 15



Les entreprises s'emploient à l'insertion

Les entreprises jouent la carte de l'insertion par le travail, les Stéphanaïs aussi. La Mief fait les intermédiaires. p. 2

À votre service

► Recensement de la population

Le recensement partiel par enquête auprès d'un échantillon de 8 % de la population est en cours jusqu'au 23 février. Un des six agents, muni d'une carte attestant sa qualité de recenseur, déposera des questionnaires aux adresses concernées et les reprendra une fois remplis.

► Information sur les risques majeurs

La préfecture a mis à jour le dossier départemental sur les risques majeurs (DDRM) ; il recense les risques avec l'exposé des mesures générales de prévention, de protection et de sauvegarde. Le DDRM 76 est disponible à la préfecture de la Seine-Maritime et consultable au service technique de la mairie. Document à télécharger www.seine-maritime.pref.gouv.fr/ (rubrique sécurité civile/information préventive).

une réaction,
un commentaire...
Ayez le réflexe
www.saintetiennedurouvray.fr

Le Stéphanois

Journal municipal d'informations locales.
Directeur de la publication : Jérôme Gosselin.
Directeur de la communication : Bruno Lafosse.
Réalisation : service municipal d'information et de communication
02 32 95 83 83
serviceinformation@ser76.com
BP 458 - 76 806 Saint-Étienne-du-Rouvray CEDEX
Mise en page : Aurélie Mailly.
Infographie : Emilie Revechon.
Conception : Anatome.
Rédaction : Nicole Ledroit, Sandrine Gossent, Stéphane Nappez, Francine Varin.
Photographes : Marie-Hélène Labat, Jérôme Lallier.
Distribution : Claude Allain.
Tirage : 15 000 exemplaires.
Imprimerie : ETC, 02 35 95 06 00.
Publicité : Médias & publicité, 01 49 46 29 46.

Insertion

Clause à effet

La Ville intègre systématiquement à ses commandes de chantier, une clause donnant obligation d'embaucher des Stéphanois éloignés de l'emploi. Les entreprises jouent le jeu...



Hamid Slimani, sur un chantier de l'entreprise de gros œuvre T2C, à Rouen.

Jawad a vingt ans, il est manoeuvre sur les travaux de l'avenue de Felling, « à deux pas de chez moi. J'aurais préféré un boulot dans la production mécanique, mais je suis content de travailler. » Jawad Bel Aalma a bénéficié de la « clause d'insertion » [lire encadré]. Jean-Bernard Couture, conducteur de travaux chez Via France, l'employeur de Jawad, reconnaît que le dispositif est contraignant... « Ça fait plaisir, même si ce n'est pas très rentable, avoue-t-il. Mais si le gars met de la volonté, ça peut déboucher sur une embauche. »

« Ça peut être une vraie méthode de recrutement, et ça devrait faire partie des devoirs civiques des entreprises, mais il faut un encadrement qui ait le goût de transmettre le métier », explique Jean-Philippe Tamarelle, le patron de T2C. La PME est notamment intervenue dans la construction du centre Georges-Déziré et du conservatoire de musique, « c'est là que nous avons embauché Farid Batsi et Hamid Slimani ». Ces deux Stéphanois ont eux aussi bénéficié de la clause d'insertion. « C'est mon premier CDI, commente Hamid, 26 ans, je connais bien mon

métier maintenant, j'ai beaucoup appris ». Michel Clée, maire-adjoint aux affaires économiques, enfonce le clou : « Rien n'oblige la Ville à

imposer cette clause de façon systématique, c'est un choix politique pour aider les gens à s'en sortir ». ♦

Stéphanois embauchés

Depuis janvier 2002, la Ville est engagée dans « l'insertion par l'activité économique ». Les marchés publics lancés par la commune comprennent systématiquement une « clause d'insertion ». Les entreprises doivent ainsi consacrer au moins 5 % des heures du marché à l'embauche de Stéphanois en difficulté. La Maison d'information sur l'emploi et la formation (Mief), qui pilote cette clause, a ainsi permis à une cinquantaine de Stéphanois de retrouver une situation professionnelle stabilisée.

• Mief: 02 32 95 83 35.

Mobilo'bus



Un accompagnement adapté vers les commerces, mais aussi les bibliothèques, expositions et spectacles.

Par ici les sorties

Le Mobilo'bus, conçu pour le déplacement des personnes à mobilité réduite, assure aussi la desserte des équipements culturels de la commune.

Courses, bibliothèque, spectacles... Thérèse Lefebvre sort deux ou trois fois par semaine. « Avant j'allais avec le bus ou à pied, mais à 86 ans ça devient difficile. » Elle a adopté le Mobilo'bus comme moyen de transport, à l'instar de sa voisine Lucienne, avec qui elle circule souvent. « Je trouve que c'est plus sûr, et les chauffeurs sont sympathiques. L'autre fois, nous sommes allées au Rive Gauche voir Guy Marchand; s'il n'y avait pas le Mobilo'bus, nous n'aurions pas pu. Il n'y a pas de bus le soir ». La semaine suivante, nouvelle sortie pour se rendre à un concert du conservatoire à l'espace Georges-Déziré.

Les sorties culturelles font en effet partie des destinations régulières du minibus mis à disposition des personnes à mobilité réduite, qu'elles soient âgées ou handicapées. Chaque mois le programme des sorties propose le transport vers des manifestations culturelles ou ludiques: expositions, soirées cabaret et spectacles...

En 2007 le Mobilo'bus a totalisé 1770 voyageurs et a effectué 515 déplacements dans la ville. « Les zones commerçantes, les foyers-restaurants sont les destinations les plus demandées », note Christine Raillot, responsable de ce service municipal, mais le Mobilo'bus va partout sur le territoire communal: les

parcs, les cimetières, les administrations, les bibliothèques... Enfin les Stéphanois peuvent l'utiliser tous les jeudis matin pour des sorties personnelles, aller consulter un médecin ou visiter des amis. Ces sorties à la demande fonctionnent comme les autres: sur réservation téléphonique, le Mobilo'bus prend ses voyageurs et les ramène sur le pas de leur porte. ♦

• **Réservation au guichet unique:** 0232958394. Coût du transport: 2€. Le programme des sorties du Mobilo'bus est disponible en mairie chaque mois ou sur le site: www.saintetiennedurovray.fr/pages/le-mobilobus

À mon avis

Irremplaçable solidarité

Depuis le début de l'année, les franchises médicales sont entrées en vigueur. 4 euros par mois en maximum. Elles s'ajoutent à un reste à charge annuel, de forfaits en déremboursements divers, atteint déjà 500 euros en moyenne pour des millions de patients. Cela risque tout bonnement de multiplier les renoncements aux soins. Et surtout, de renverser la Sécu en institutionnalisant une inégalité devant la maladie en fonction des revenus de chacun.

Cette régression sociale est dramatique. Elle s'ajoute à la baisse du pouvoir d'achat et aux

attaques contre les droits sociaux: retraites, dégrèvement des 35 heures. Face à ces difficultés croissantes des familles, des jeunes, des personnes âgées, la municipalité continuera à apporter une solidarité irremplaçable à ceux qui en ont le plus besoin, en leur offrant écoute et soutien à travers son Centre communal d'action sociale. Et vos élus continueront à agir pour refuser cette France des inégalités, de la précarité, de l'individualisme forcené que certains voudraient imposer.



Hubert Wulfranc, maire, conseiller général

Élections

Procurations : il est encore temps

Les élections municipale et cantonale auront lieu dimanche 9 mars, pour le 1^{er} tour. Si une obligation professionnelle ou familiale, des études à l'étranger, des vacances programmées, une invalidité vous empêchent d'aller voter ce jour-là, vous pouvez faire établir une procuration à une personne de confiance, inscrite elle-même sur les listes électorales stéphanoises. Elle glissera votre bulletin dans l'urne. La démarche est à faire au commissariat ou au tribunal d'instance. Munissez-vous de votre carte d'identité et des références (nom, prénom, adresse, date et lieu de naissance) de votre mandataire. La procuration sera postée au service élection qui se chargera directement d'inscrire le nom de la personne désignée sur les listes électorales. **Les jeunes qui ont 18 ans avant le 9 mars** peuvent encore s'inscrire sur les listes électorales par procédure judiciaire. La demande est à faire au service élections en mairie avant le 27 février. Se munir d'une carte d'identité, d'un justificatif de domicile, d'une attestation de domicile rédigée et signée par les parents en cas de domiciliation chez eux, du livret de famille, et de l'attestation de recensement militaire. ♦

► Aimez-vous les études d'ingénieur ?

L'Esigelec propose l'opération Essai

(Et Si Seulement j'Aima l'Ingénierie), pour mieux comprendre les études d'ingénieur. Les élèves de terminale S ou STI sont invités à venir deux jours consécutifs se mettre dans la peau d'un élève ingénieur, dans les amphis, les laboratoires ou les centres informatiques d'une grande école. Deux sessions gratuites : les 11 et 12 février ou les 28 et 29 février. Pré-inscriptions sur le site www.esigelec.fr ou au 0232915858. Esigelec, technopôle du Madrillet, avenue Galilée.

► Collectif solidarité

Le collectif vient en aide à toute personne victime de racisme ou de discrimination et apporte l'aide nécessaire aux étrangers ou d'origine étrangère dans leurs démarches. Permanences : espace des Vaillons, mercredi 27 février de 18 à 19 heures ; centre Georges-Brassens, vendredi 29 février de 14h30 à 16 heures ; ou écrire à Collectif solidarité, antiraciste et pour l'égalité des droits de Saint-Étienne-du-Rouvray, Espace associatif des Vaillons, 267, rue de Paris, collectifantiracisteser@orange.fr



Christophe Laguerre (chemise blanche) est le nouveau président du Club des entreprises des bords de Seine.

Zone industrielle

Bienvenue au Club!

Le Club des entreprises des bords de Seine vient d'élire son nouveau président. Une association dynamique qui prépare son forum des métiers.

« **N**ous fédérons une soixantaine d'entreprises sur les 200 de la zone industrielle, à cheval sur Saint-Étienne-du-Rouvray et Sotteville-lès-Rouen. » Christophe Laguerre est le président nouvellement élu du Club des entreprises des bords de Seine. « Nous sommes dans un no man's land juridique, ni les communes, ni l'Agglo. ne sont véritablement compétentes pour répondre à nos questions. » Ce qui, néanmoins, n'exclut pas les efforts de la Ville en direction des entreprises implantées sur son territoire...

« Saint-Étienne-du-Rouvray a récemment rénové la voirie de la zone industrielle dépendant de son territoire. » Le Club progresse pour sa part dans ses efforts d'aménagement de la zone industrielle. « Il était difficile de s'orienter sur site. Nous avons numéroté et fléché les 17 points d'accès du boulevard, dans le sens Paris-Rouen. »

Un grand rendez-vous du recrutement est également dans les cartons de l'association. « Nous manquons, sur la zone industrielle, de frigoristes, de commerciaux, chauffeurs-livreurs, électroniciens, etc., mais également d'administratifs, reprend Christophe Laguerre. Nous organisons, en

mars prochain, la deuxième édition du forum des métiers. Les entreprises y recruteront en direct. » La création d'une crèche « inter-entreprises », d'une trentaine de berceaux, est également en projet, « sept étudiants de BTS mènent

actuellement une étude auprès des entreprises ». L'équipement devrait voir le jour au second semestre 2009... ♦

• www.rouen.cci.fr/club_bordsde-seine. Contact: Christophe Laguerre, au 0660247264 ou par e-mail, club.bordsdeseine@rouen.cci.fr

Préparez vos CV

Le Club des entreprises des bords de Seine organise, en mars prochain, son deuxième « forum des métiers ».

Cette manifestation rassemblera les entreprises de la zone industrielle qui souhaitent embaucher... « Avec plus de 6 000 emplois, elle est un des plus gros bassins d'emplois de l'agglomération », explique le nouveau président du Club. Rendez-vous donc vendredi 28 et samedi 29 mars, au gymnase du collège Paul-Éluard.

Exercices de style

Depuis l'an dernier, le centre Georges-Déziré propose un atelier slam à ses jeunes usagers. Cette année, la poésie rythmée s'installe aussi au collège Pablo-Picasso.

« **L**e facteur est un globe-trotter/aux pieds des boîtes aux lettres/nos courriers sont des cartes postales/des quatre coins de la planète/parce que je suis, nous sommes, vous êtes/ce monde aux mille fenêtres ». Le mercredi, ils sont trois, cinq ou sept à se retrouver pour écrire avec le chanteur Willy Mornal, animateur de l'atelier slam. Chacun apporte ses mots, ses idées pour une poésie collective, qui sera ensuite mise en musique. « C'est plutôt un atelier d'écriture, nuance l'animateur. Malgré le succès, le slam s'adresse à un public plus mûr; les jeunes n'ont pas souvent du slam dans leur baladeur. Ici on écrit de la poésie et on la rythme ». Ce que confirment Sofia, Schainez et Maxime: « on est là pour écrire ». Avec une recherche de langage qui surprendrait les parents.

Depuis janvier, l'atelier a une antenne au collège Pablo-Picasso, le mardi après la classe. Un atelier vivant. Entre les élèves, les mots rebondissent pour exprimer une idée ou trouver la rime. On y apprend le sens des mots et la force des intonations pour « parler en chanson » comme dit Leila. « C'est une façon d'aborder l'écriture autrement que par la dictée ou le cours de français classique, souligne Arnaud Lebreton, conseiller d'éducation. Nous avons

participé à l'atelier d'écriture inuit, les échanges avec le centre Georges-Déziré sont intéressants ». Comme le dit un texte: « J'ai posé mes yeux sur ce monde loin là-bas/j'y ai trouvé une belle amitié/qui m'a tendu la main ». ♦

• Renseignements au centre Georges-Déziré, 0235 0276 90.



Le slam: le sens des mots, la force des intonations pour « parler en chanson ».

NOCES D'OR



Denise et Michel Bouffay, qui ont travaillé tous deux au centre hospitalier du Rouvray, ont fêté leurs noces d'or en janvier, avec leur nombreuse famille.

NOCES DE DIAMANT



Denise et Gaston Lebosquain forment un couple de travailleurs, lui chaudronnier, elle bobineuse; ils ont uni leurs destinées en novembre 1947 et ont célébré leurs soixante ans de mariage en janvier dernier.

ÉTAT CIVIL

Mariages

El Houssine Cheraka et Kheira El Mahi / Bernard Oriol et Bernadette Leblond / Eric Rondeau et Chantal Houlet / Frédéric Vadcar et Sonia Hamai.

Naissances

Leeroy Bass / Jahid Benaïssa / Evora De Sousa / Isra Idriss / Raoul Mendy / Ninbadgar Otgombayar / Kilian Ropers / Kaïss Sadio.

Décès

Daniel Prieur / Marie-Thérèse Dupont / Aïcha Guerza / Monique Delamare / Léone Méau de / Francine Lefay / Jean-François Lecoq / Ahmed Zeraoula / Pierre Leduc.

Vite dit

Des arbres bien traités

Début mars, deux traitements se succéderont sur

l'ensemble des arbres de la ville. Le service des espaces verts rappelle que les produits employés sont homologués et en cohérence avec la législation européenne. Les riverains sont invités à faciliter le travail des agents municipaux.

Solidaires...

441 € récoltés lors du concert du 3 février au centre Georges-Déziré ont été reversés au Secours populaire.

Permanence impôts avancée

Le contrôleur des impôts avance sa permanence au lundi 3 mars de 14 à 16 heures, maison du citoyen.

L'ostéopathe s'installe

Un cabinet d'ostéopathie a ouvert au 187, rue de Paris. Il est tenu par Marie-Hélène Pasquier, diplômée de l'école Ostéobio à Cachan. Renseignements au 0235668675 ou 0610774823, mhpasquier@voila.fr

Sortir de l'alcool

Prochaines permanences de l'association Vie-Libre: vendredis 1^{er} et 29 février, au centre Georges-Déziré, salle Flora-Tristan (271, rue de Paris). Contacts: Jean-Pierre au 0235620580 ou Jean-Paul au 0235642513.

► **Nouveau club de modélisme**

L'association Sotteville modèle club ferroviaire change de nom. Elle se nomme désormais Stéphanaï club ferroviaire et transfère ses activités. Elle se tourne aujourd'hui vers la pratique du modélisme et s'adresse aux jeunes pour leur faire découvrir les multiples activités du modélisme ferroviaire. Le local se trouve à l'école Louis-Pergaud, rue de l'Argonne à Saint-Étienne-du-Rouvray.

Adresse postale : S.M.C.F, BP 138, 76308 Sotteville-lès-Rouen. Contact : smcf.asso@laposte.net

Jean-Macé

La vie défile en images

L'équipe d'accompagnement social du renouvellement urbain vous propose de devenir acteur et moteur d'un film sur l'évolution du quartier Macé.



vie à travers les lieux où ils ont habité.» Afin de ne pas soumettre ces familles au « trac » de la caméra, les deux photographes ont mis au point une approche moins intimidante: « Nous procédons en deux temps. Nous prenons d'abord le temps de rencontrer les personnes. Lorsqu'elles sont prêtes, nous enregistrons leurs paroles. Vient seulement ensuite le travail sur l'image. » Les deux photographes saisissent les instantanés de la vie des habitants, mais elles utilisent aussi bien les photos de famille... Marie-Hélène, photographe du Stéphanaï, et Florence, n'en sont pas à leur première expérience de ce genre. Elles ont réalisé une série de films sur le Grand projet de ville des Hauts-de-Rouen. ♦

• **Contact:** Violaine Herpin, Espace des initiatives locales, avenue de Felling; Marie-Hélène Labat: 0662707093 ou marie-helene.labat@wanadoo.fr

Quartier Jean-Macé: les familles emménagent dans les maisons récemment sorties de terre. Une page se tourne, un chapitre commence. Violaine Herpin, chargée de mission au Contrat urbain de cohésion

sociale propose que cet instant heureux laisse sa marque dans la mémoire collective du quartier... « Les familles auront l'occasion de fixer ce moment très particulier; nous leur proposons de participer à un film sur leur propre parcours résidentiel, depuis

leur naissance jusqu'au relogement d'aujourd'hui ». **Marie-Hélène Labat et Florence Brochoire, deux photographes professionnelles,** apporteront leur savoir-faire aux familles qui souhaitent témoigner. « L'idée est de suivre leur

S.A.R.L. CRIVELLI Daniel

Couverture - Zinguerie - Ramonage - Isolation - Aménagement des combles
Tubage de cheminée - (Qualification Qualibat)

du lundi au vendredi de 8h à 12h et de 13h30 à 16h30

Domicile : 14, rue Armand Barbès - 76800 St Etienne du Rouvray - Port : 06 60 53 80 77

Bureau : Z.I. du Madrillet - Rue de la Boulaie - 76800 St Etienne du Rouvray

Tél. : 02 35 65 28 78 - Fax : 02 35 65 37 58

Email : sarl.crivelli@free.fr - pages jaunes « en savoir plus »



Contrôle Technique Automobile



AUTO SECURITE

Contrôle Technique du Madrillet

Rue des Cateliers
SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY

☎ 02 32 95 63 61

-5€ sur présentation de cette pub

Contrôle Technique du Normandie

5, bd Industriel
SOTTEVILLE-LES-ROUEN

☎ 02 35 73 59 59

* Coupons non cumulables



A F DEPANNAGE
PRESTATIONS DE SERVICE

ALEXANDRE FRANCK

8 RUE ESNAULT PELTERIE
76800 ST ETIENNE DU ROUVRAY

MENUISERIE
PLOMBERIE
PETITE ELECTRICITE
PETITE RENOVATION

Tél. : 06 89 38 87 76
Fax : 02 35 60 81 48
franck358@infonie.fr
siren 402 412 795 / RM76

TOILETTAGE
Chiens - Chats

18 ans d'expérience avec douceur et précision
Offre de fin d'année (avec cette publicité) à partir de 33€
exemple : Yorks (coupe simple) 33€
Caniche Nain (coupe mouton) 35€
Vente accessoires - Sans Rendez-vous (Selon disponibilité)
Prise à domicile en supplément
Coupe d'ongle seul 5€

Le Chien Stylé



282, rue Mendès-France
76300 SOTTEVILLE-LÈS-ROUEN
02 35 73 26 76
Ouvert le Lundi

Les coups de pouce CCAS

Le Centre communal d'action sociale (CCAS) apporte la solidarité de la Ville en direction des personnes aux revenus les plus modestes : tarifs réduits, aide à la facture... Il peut aussi aider tout un chacun face à des difficultés inattendues.

Depuis deux ans Janine Accard vit en fauteuil roulant, Guy, son mari, fait tout pour qu'elle se sente bien. Avec l'aide du Centre local d'information et de coordination pour les personnes âgées (Clic), il a pu faire équiper sa voiture d'un bras à vérins qui permet d'y installer sa femme presque sans effort. « Ce n'est pas parce qu'elle est handicapée qu'elle ne doit plus sortir, estime Guy Accard. Avec ce système, je sors mon épouse au maximum. » Ils partent même en vacances. Exceptionnellement, le CCAS a participé au financement de cet équipement, en complément de la mutuelle et de la caisse de retraite. Guy Accard n'en a payé que la moitié, ce qui représente tout de même 1300 €. « Je remercie les agents du CCAS pour leur dévouement. »

« Les dossiers sont traités au cas par cas. »

À côté des aides habituelles, bons alimentaires, aide à la facture d'eau ou d'électricité, tarifs réduits pour la restauration scolaire, le CCAS apporte assez fréquemment des aides spécifiques de ce genre. « Ce sont des aides exceptionnelles, prévient Corinne Horcholle, en charge des prestations sociales au service municipal de l'action sociale, les dossiers sont traités au cas par cas en conseil d'administration ».

Pour Térésa Lanteri, il s'agissait d'un appareil auditif. À 80 ans, elle n'entendait quasiment plus, mais l'appareil coûtait trop cher pour sa modeste retraite. La Ville a complété la prise en charge de la sécurité sociale. « Nous avons de plus en plus de demandes de personnes âgées, remarque Annette de Toledo, maire-adjointe, les appareils sont très mal remboursés, c'est



Le CCAS a permis, à ce couple de retraités, d'équiper leur voiture pour le handicap de madame.

difficile d'assumer tout seul ». Il est arrivé que le CCAS dépanne pour des frais d'information, d'hospitalisation, des soins ophtalmiques ou des soins dentaires. Une étude menée en 2005 par l'Institut de recherche et de documentation en économie de la santé (Irdes), montrait que la moitié des renoncements aux soins concernent des soins dentaires. Plus les soins sont importants et donc coûteux, plus le renoncement

est fréquent. La question est particulièrement sensible pour les personnes âgées chez qui l'état des dents constitue la troisième pathologie la plus fréquente, nécessitant souvent des prothèses... De fait, les Villes sont conduites à compenser les remboursements de plus en plus réduits, pour permettre le maintien de l'accès aux soins. Le CCAS contribue aussi à financer des formations. Comme pour cet étudiant en

management des systèmes informatiques, une formation pleine d'avenir mais coûteuse. D'autant que la mère fait vivre ses trois enfants avec son seul salaire. La 3^e année a été un cap difficile, il manquait 2000 € « Nous avons obtenu un prêt du fonds départemental d'aide aux jeunes, de 1500 €, se souvient Corinne Horcholle, et la Ville a complété. Parfois, apporter un peu permet de débloquer l'aide d'autres structures. Nous

faisons en sorte de venir en dernier recours, en complément des autres aides possibles ». Une trentaine de Stéphanois ont été soutenus dans l'année écoulée. Les bénéficiaires ne rentrent pas toujours dans les critères d'attribution des aides habituelles, certains débordent parfois le plafond de ressources mais, glisse Annette de Toledo, « on ne peut pas laisser les gens s'enfoncer, nous préférons encourager ». ♦

« J'ai été épaulée » Elvire, conseillère clientèle

« C'était en 2004, j'avais perdu mon emploi et je me retrouvais en fin de droit. Notre erreur était d'avoir des crédits; quand il n'y a plus qu'un revenu, c'est un problème. Aujourd'hui on paye encore, mais cela se passe bien. J'ai été bien suivie. Je suis allée à la mairie pour revoir le tarif de cantine de mes filles et j'ai été épaulée

au-delà de ma demande. Ils m'ont orientée vers des solutions, m'ont obtenu la prime pour l'emploi en téléphonant au Trésor public et m'ont aidée à faire un dossier de surendettement. Sans jamais me culpabiliser. Comment oublier? Ils ont joué un rôle essentiel. Quand on est au plus bas, c'est le mental qui permet de remonter. »

Quand l'aide légale ne suffit plus

L'aide du CCAS, facultative, vient en complément de l'aide légale incarnée par le RMI et l'APA. En ces temps de baisse du pouvoir d'achat et de travail précaire, le coup de pouce municipal se révèle un appoint de plus en plus nécessaire pour de nombreux foyers.

« **L**a période des factures d'eau, c'est le moment où nous voyons le plus de monde ». Au Centre communal d'action sociale, les employées municipales reçoivent chaque semaine quelque 80 demandes. Aide à la facture, tarif réduit au restaurant scolaire, bon alimentaire... « En 2006, nous avons vu plus de salariés, s'inquiète Corinne Horcholle. Cela s'est confirmé en 2007, des personnes seules, des employés à temps partiel, des retraités... Ce sont des familles sur le fil, qui ne peuvent pas faire face à une grosse facture: l'eau, l'assurance du logement ou de la voiture. S'ils n'ont pas un coup de pouce, ils peuvent tomber. »

Les factures flambent.

Les aides structurelles comme le fonds solidarité eau (FSEau) ou le fonds solidarité énergie (FSE), auxquelles participe la Ville, ne suffisent plus. L'an dernier le CCAS a, de façon complémentaire, aidé 137 foyers pour la facture d'eau, 235 pour l'électricité. Car les factures flambent. Lili, a une retraite de 700€, un loyer de 308€, 70€ de chauffage, 30€ d'électricité... Le calcul est vite fait, les fins de mois sont difficiles et commencent tôt. « C'est le loyer qui tue, affirme Lili, et les charges. Mais on se défend, on



Quand le « pouvoir d'achat » se traduit en « comment payer ».

a fait une pétition avec la Confédération nationale du logement (CNL) pour les charges ». L'annonce de devoir payer la moitié de la redevance télé la fait bouillir: où trouver 59€ ? Environ 750 familles demandent à bénéficier des tarifs

réduits des restaurants scolaires, « au moins assurer que les enfants mangent, estime Annette de Toledo. Cela permet aux parents de s'occuper des autres problèmes ». Au guichet, on prend le temps de recevoir chacun, d'écouter, d'orienter, « quand les gens

reviennent, il faut essayer de comprendre ce qui se passe ». Le mari qui quitte le foyer en même temps que s'arrêtent les droits aux Assedic, les problèmes de Sonia ont commencé là. Les factures impayées se sont vite accumulées. « Pourquoi le gaz et l'élec-

tricité sont-ils si chers ?, s'indigne-t-elle. Ils savent bien que la plupart des gens ont du mal à payer ». Le CCAS lui a débloqué des aides d'urgence en attendant le RMI, de quoi manger pour elle et ses deux enfants. Aujourd'hui elle dispose de 662€ pour faire →

→ vivre sa famille. Elle a presque fini de rembourser sa dette de loyer. L'épicerie du Secours catholique l'aide aussi. « J'y vais juste quand ça ne va pas, il y a des gens qui sont plus dans le besoin ». Elle est inscrite à l'ANPE et cherche à faire valider son expérience professionnelle: « c'est pas que j'ai honte du RMI, mais j'ai envie de vivre sans dépendre de la

société ». On chiffre à 12 % le pourcentage de Français vivant en dessous du seuil de pauvreté. Une étude menée par le Secours catholique en 2006, montre que la Haute-Normandie est particulièrement concernée: sur les personnes accueillies, 92 à 95 % vivent en état de pauvreté pour une moyenne nationale de 87 %.

Il y a quelques années, la Ville a modifié ses barèmes, le quotient familial est calculé sur le « reste à vivre », pour mieux correspondre à la situation des familles. Le service souhaite progresser encore: « les opérations de renouvellement urbain nous ont fait découvrir des familles en difficulté qui

Les aides financières ne sont pas le seul soutien.

n'osaient pas s'adresser à la mairie, analyse Sandrine da Cunha Léal, responsable du service social. Nous devons développer notre travail de proximité, pour toucher le public que l'on ne connaît pas, et mieux aider le public que nous connaissons. » Au CCAS, on pense également que les aides

financières ne sont pas le seul soutien, il y a aussi les « bouffées d'oxygène », comme la fête de Noël organisée pour les enfants avec le Contrat urbain de cohésion sociale et le Secours populaire. On réfléchit aussi à l'ouverture d'une permanence d'écoute psychologique et à la mise sur pied de formules de microcrédit avec des banques. ♦

Les allocataires du RMI soutenus sur le long terme

Le CCAS est aussi chargé d'instruire les demandes de Rmi, transmises ensuite au Conseil général. Il a mis en place en 2006 un suivi régulier des allocataires en concertation avec la Maison de l'information sur l'emploi et la formation (Mief). Le bilan est déjà encourageant, des situations ont pu être débloquées et des allocataires, soutenus par des agents référents qu'ils peuvent appeler quand ils le souhaitent, ont accepté des modules d'insertions. D'autres ont réussi à passer le permis de conduire ou à s'engager dans la formation qu'ils souhaitaient, deux ont été recrutés par l'entreprise où ils travaillaient. Tout l'inverse de l'attitude qui consiste à considérer les allocataires comme de potentiels tricheurs, à radier des listes à la première défaillance.



Interview

« La société produit de la souffrance »

Christian Prime est directeur du Pôle d'accompagnement psycho-social (Paps). L'équipe de ce lieu d'écoute intervient en partenariat avec les services sociaux.

Quels sont les objectifs des lieux d'écoute développés par le Paps ?

CP: Vivre devient difficile. Où permettre aux gens de dire des éléments de leur vie ? Nous devons travailler de manière transversale, et réfléchir aux lieux les plus appropriés. Mais attention à ne pas psychologiser la misère sociale. Le monde du travail est dur, excluant; faut-il envoyer les exclus chez le psychiatre ? Si déjà leurs droits fondamentaux étaient reconnus, les gens iraient moins mal. Quand quelqu'un ne va pas bien, cela peut être la réaction normale à des difficultés conjoncturelles, cela peut aussi être l'écho d'une situation personnelle plus compliquée. L'approche n'est pas la même, d'où l'utilité du travail en réseau. Des travailleurs sociaux peuvent ouvrir

la porte, aider la personne à faire la démarche. Ils peuvent aider parce que ce n'est pas un service, ce sont des gens.

La société vous paraît moins solidaire ?

CP: Notre société produit de plus en plus de souffrance, les mairies sont bien sûr en première ligne. On dit aux gens d'être autonomes, mais avec quels moyens ? Soyez heureux, consommez... Avec ce discours terrible: « On leur met tout pour réussir, des aides, des référents, et ils n'y arrivent pas ». Je suis inquiet sur la société, la place de l'homme, son devenir dans cette logique de réussite.

Cela doit rendre difficile le travail des services sociaux ?

CP: De ma place, je vois des professionnels en difficulté dans leurs fonctions d'accueil. Parce que des gens ne vont pas bien. Parce qu'ils résistent, ils sont lucides sur ce qu'on leur propose, ils nous malmènent. Comment construire une alternative, un autre choix que de caser les gens ? Qu'est ce qu'on fait des gens qui ne rentrent pas dans les cases ? Les travailleurs sociaux vivent aussi dans la pression, la quantification, l'utilitaire: le nombre de gens reçus, le nombre de gens remis au boulot... La solidarité, la vie sociale, c'est un chantier énorme si on croit encore un peu au travail social. Il faut résister, prendre du temps avec les gens. Le temps, c'est le temps de l'action sociale.

Élus communistes et républicains

L'actualité met sous le feu des projecteurs la Société Générale pour une fraude de 5 milliards d'euros et la perte de 2 milliards d'euros due aux prêts hypothécaires « subprimes » du marché américain.

À chaque scandale boursier, les mêmes mots sont répétés: transparence, contrôle, régulation. Pourtant rien n'y fait et la folie règne sur les marchés financiers. Alors que la richesse mondiale s'élevait à 32300 milliards de dollars en 2002, les transactions boursières, déconnectées de l'économie réelle se montaient quant à elles, à près de 700 000 milliards de dollars. L'affaire de la Société Générale n'est que l'expression de la crise du système « du tout pour la finance ». Ce système qui cannibalise et stérilise des sommes pharaoniques doit changer profondément pour le rendre utile à l'emploi, à la croissance

et pour répondre aux besoins sociaux en supprimant, par exemple, les franchises médicales ou pour augmenter le pouvoir d'achat. Contrairement à ce qu'affirme le gouvernement, il y a donc énormément d'argent dans notre pays. Une autre répartition des richesses et de nouvelles régulations économiques publiques s'imposent. Elles nécessitent une nouvelle politique nationale et européenne de l'industrie, de l'emploi, de la formation, où enfin la finance ne serait plus le but ultime.

Hubert Wulfranc, Claude Collin, Jacques Dutheil, Michel Rodriguez, Michel Clée, Jérôme Gosselin, Fabienne Burel, Michel Grandpierre, Georgette Coustham, Francine Goyer, Pascale Mirey, Marie-Claire Le Fournis, Josiane Romero, Sylvie Potter-Vicet, Marie-Agnès Lallier, Jean-Luc Danet, Christine Goupil, Vanessa Ridet, Joachim Moysse

Environnement et citoyenneté

Depuis des années, les gouvernements n'ont cessé, sous couvert de bonne marche de l'économie, de déréglementer les marchés et d'abandonner l'autorité qu'ils détenaient sur ceux-ci. Les opérations sont devenues planétaires et échappent aux contrôles des États permettant à tous les trafics de prospérer (drogue, armes, corruption, fraudes...). L'économie est au service d'une caste internationale qui n'a désormais plus de compte à rendre et dont les objectifs sont d'échapper à toutes les solidarités nationales et internationales et d'exploiter au gré des opportunités les ressources et les populations des nations. La proximité affichée par le président avec les milieux d'affaires et la fascination qu'ils exercent sur lui n'inciteront guère le gouvernement à mettre en place les mesures qui mettraient

l'économie au service de tous et non de quelques-uns. Ainsi l'allègement de la répression contre les délits financiers ne peut que participer à la dérive à laquelle on assiste. La première mesure à prendre contre la spéculation est l'instauration de la taxe Tobin, prélèvement au maximum de 1% sur tous les mouvements financiers dans le monde et reversé à des fonds de développement.

Régis Picoulier, Christine Méterfi, Patrick Martin

Élus socialistes et républicains

Le rapport Attali comprend plusieurs propositions lourdes de menaces sur le droit du travail et les garanties sociales des salariés.

Ainsi en proposant d'ouvrir le licenciement économique aux ruptures destinées à « améliorer la compétitivité de l'entreprise », le rapport entend permettre aux entrepreneurs de licencier pour améliorer leurs profits.

Cela supprime toute condition au licenciement.

Bien pire qu'une généralisation du CPE ou du CNE, cette régression sociale majeure reviendrait à abolir le principe même du contrat de travail à durée indéterminée.

La proposition de généraliser sans réelles limites le travail le dimanche est, elle, encore plus réactionnaire que le projet du gouvernement, et reviendrait en réalité à contraindre les salariés notam-

ment ceux des petites entreprises, à s'engager dans cette voie, au mépris de leur vie personnelle et familiale.

Quant à l'idée de revenir par simple accord d'entreprise sur la durée légale du travail, c'est la reprise du projet annoncé par Sarkozy aux partenaires sociaux.

La première conséquence de sa mise en œuvre serait de mettre à bas le régime des heures supplémentaires, et se traduirait donc par « travailler plus pour gagner moins ».

Rémy Orange, Annette de Toledo, Hubert Fontaine, Patrick Morisse, Danièle Auzou, Camille Lanarre, Philippe Schapman, Sylvie Le Roux, Ludovic Jandacka, Thérèse-Marie Ramarosan

Droits de cité, 100 % à gauche

5 milliards d'euros de fraude par la Société Générale + 2 milliards de pertes! Nous travaillons, étudions, sommes au chômage, nous nous endettons, mais eux spéculent!

5 milliards, c'est une année de RMI pour 2 millions de personnes. C'est le trou annuel du programme d'éducation mondial de l'ONU. Emmaüs et le DAL exigent 1,5 milliard pour le logement d'urgence, l'État sort... 250 millions.

Quand tant de milliards volent en fumée, il est révoltant de voir nos salaires, pensions, minima sociaux bloqués, nos retraites, notre protection sociale démantelées.

« Les caisses sont vides! » Sarkozy ment! Les richesses sont aux mains d'une minorité — 8 % — qui s'accorde tous les privilèges fiscaux.

La richesse produite par le travail doit

revenir à la population pour ses besoins sociaux.

L'équipe Droits de Cité, 100 % à gauche, soutenue par la LCR, propose un front unitaire de combat contre toutes les politiques libérales.

Imposons des mesures concrètes: des règles strictes contre la spéculation, la levée du secret bancaire, la taxation des profits, la nationalisation des banques.

Dans nos quartiers, nos entreprises, nos services, luttons ensemble pour nos droits pour récupérer notre dû!

Ainsi nous pourrions vraiment changer la vie dans nos villes.

Michelle Ernis, Sylvie Pavie

Danse

De la scène au corps

Scène conventionnée pour la danse, le Rive Gauche crée des passerelles entre cette discipline jugée « difficile » et les jeunes de l'agglomération.

« **E**ntrez dans une compréhension corporelle de la danse. » Telle est la ligne d'horizon de Manuella Brivary... Nouvelle chargée de mission « danse » auprès du Rive Gauche, cette danseuse professionnelle intervient auprès des élèves de l'agglomération, de la maternelle au lycée. « Je fais des allers-retours entre le théâtre et les écoles, précise-t-elle. Avec les équipes pédagogiques, mon rôle est d'amener les jeunes à comprendre comment travaille un artiste, je crée un chemin concret entre la scène et leur corps à eux. » Une approche loin de la « prise de tête », à en juger par les réactions écrites des jeunes: « Votre visite nous a été utile et intéressante... Utile, avec tous vos développements sur ce spectacle, qui nous ont permis de mieux le comprendre; amusante, grâce aux exercices corporels qui nous ont fait bien rigoler. »

Le jeune public semble très réceptif aux spectacles qui se donnent au Rive gauche... « Avec des petits Stéphanois de la maternelle Henri-Wallon, nous avons assisté en octobre à une répétition publique du spectacle de Sylvain Groud, Si vous voulez bien me suivre.



Des élèves du lycée des Bruyères, guidées par Manuella Brivary, travaillent sur les quatre éléments de la matière.

Passé l'étonnement, les enfants se sont approprié ce qui se passait devant eux. » En avril, la jeune femme proposera un atelier de pratique artistique aux lycéens de Le Corbusier, autour du spectacle *Strike*, de la compagnie Fiat Lux. Une production burlesque qui mêle danse et théâtre... « La danse contemporaine permet de s'ouvrir sur sa propre intériorité... Se connaître un peu mieux soi-même permet d'aller à la rencontre de l'autre. » ♦

Hommage

Albert Féraud, un sculpteur disparaît



Le sculpteur Albert Féraud s'est éteint début janvier à 86 ans. Ce maître de l'acier inoxydable, élu à l'Académie des beaux-arts, était venu plusieurs fois à Saint-Étienne-du-Rouvray où il a participé à des expositions avec l'Union des arts plastiques entre 1972 et 1985. Quelques-unes de ses œuvres ont enrichi le patrimoine stéphanois: notamment la table de verre et d'acier visible au Rive Gauche, commande de la Ville en 1976 pour la salle des mariages. La sculpture *Flamme*, réalisée en 1992, qui marquait l'entrée du lycée Jean-Lurçat est aujourd'hui place de la Libération. ♦

Bibliothèques

Aragon prend du volume

La bibliothèque Louis-Aragon propose désormais le prêt de CD musicaux et offre ainsi les mêmes services que les autres bibliothèques municipales.



Petite mais spacieuse, la bibliothèque Aragon propose 120 m² de lecture et d'écoute.

La petite bibliothèque du quartier Sud n'avait jusque-là dans ses rayons que des livres pour adultes et enfants, et des revues. Désormais elle dispose d'un fonds de 750 CD musicaux : chanson française, rock, jazz, musiques du monde, musiques

de films, chansons pour enfants... le choix est large. « Notre objectif est d'y offrir les mêmes services que dans les autres bibliothèques », assure Danièle Hibon, responsable des bibliothèques municipales. Un souci d'autant plus justifié que les usagers sont plus nombreux

cette année. Une hausse attribuée au développement du quartier avec la Haie-Guilbot, mais aussi à l'implication des bibliothécaires auprès des scolaires et des habitants du secteur, comme en témoignent les lectures proposées lors des fêtes à Hartmann.

Côté livres, Aragon bénéficie des mêmes nouveautés que les autres bibliothèques.

En outre, « les usagers peuvent y consulter l'ensemble du catalogue et y réserver un ouvrage qui serait dans une autre bibliothèque, nous apportons le livre au plus près du lecteur », rappelle Danièle Hibon. Un catalogue important à portée de main : 80 000 volumes, dont 33 000 ouvrages pour la jeunesse et 8 200 CD. La bibliothèque est ouverte le mardi de 10 à 12 heures, le mercredi de 10 à 12 heures et de 14 à 17 heures, le jeudi de 16 à 18 heures. ◆

• **Bibliothèque Louis-Aragon**, rue du Vexin, ligne de bus 42. Le catalogue des bibliothèques est aussi consultable sur le site : saintetienneduroouvray.fr rubrique culture, loisirs/lecture publique.

Loisirs

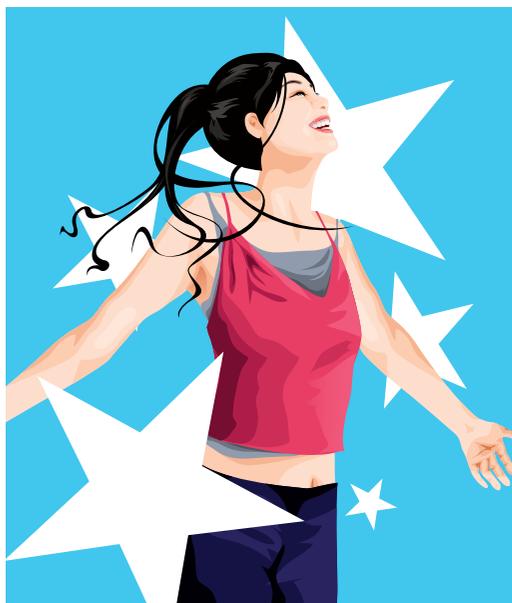
Déziré fait son Academy

Pendant les vacances de février, le centre Georges-Déziré propose trois ateliers inédits. Le premier n'est pas sans rappeler une célèbre émission : la Déziré Académie... L'atelier commencera par un casting et se conclura par une finale. Chanter, rapper, danser ou faire l'acteur, cette aventure est ouverte aux talents des jeunes Stéphanois. La finale réunira tous les participants devant le public, vendredi 22 février à partir de 14 heures, salle Raymond-Devos.

Moins show-biz, et plus manuel, un deuxième atelier sera consacré à un procédé de « colorisation » d'une photographie noir et blanc. Quant au troisième atelier, il sera consacré au moulage plâtre. Les œuvres seront exposées mercredi 2 avril, à Yvetot, dans le cadre d'une grande fête organisée avec la Caisse d'allocations familiales (Caf). ◆

• **Les animations sont gratuites** (inscriptions obligatoires). Renseignements au centre Georges-Déziré, 271, rue de Paris, 0235027692.

• **Pour la Déziré Academy** : inscriptions lundi 11 février, de 10 à 12 heures et de 14 à 17 heures à la salle polyvalente des Vaillans.



En coulisses

Partagez vos impressions en ligne

Vous pouvez désormais raconter vos impressions littéraires ou

musicales dans l'Agora des bibliothèques, dont l'ambition est de devenir un carrefour des usagers. L'Agora est sur le site internet de la Ville :

www.ville-saintetienneduroouvray.fr/agora/agora-des-bibliotheques.

Bibliothèques : horaires de vacances

Du 12 au 25 février :

- Elsa-Triolet, mardi et jeudi de 15 à 19 heures, mercredi et samedi de 10 à 12 heures et de 13h30 à 17 heures.
- Georges-Déziré, mardi de 16 à 19 heures et vendredi de 13h30 à 17 heures.
- Louis-Aragon, mercredi de 14 à 17 heures.

Sortir



Rive Gauche – Danse →
Vendredi 8 février

Patchagonia

Comme un écho aux vastes étendues de la Patagonie argentine, la chorégraphe Lisi Estarás plante le décor d'un hôtel de fortune, où se rencontrent cinq personnages en quête du bonheur. Mais la vie n'est jamais comme on voudrait qu'elle soit...

Une création Rive Gauche.
Durée estimée : 1h15.
Location : 0232919494.
Tarifs : 19, 15 et 10 euros.

BONUS AUTO DOUBLE EFFET

BONUS 50 2 FOIS PLUS VITE, BONUS 50 DÉFINITIF*

*Offre soumise à conditions et réservée aux contrats Séries Spéciales de l'assurance Auto MMA.



Illustration Philippe GELUCK

MICHEL VANDENHAUTE

26, rue Lazare-Carnot - Saint Etienne du Rouvray

02 35 65 08 88



N° ORIAS 07006560

C'EST LE BONHEUR ASSURÉ!

www.mma.fr

Une paire achetée = une paire offerte



Un magasin tout neuf et climatisé dans un quartier entièrement rénové, c'est dans cet environnement que vous accueille Max Monville et son équipe : Béatrice et Igor Monville.

Un magasin dans la plus pure tradition familiale qui vous propose des collections de montures les plus variées : depuis les premiers prix (60 euros) jusqu'aux modèles couturiers les plus sophistiqués (Marques Nina Ricci, Nike, Lacoste, Versace etc.).

St Etienne du Rouvray

Centre commercial Ernest Renan - Métro Ernest Renan

Tél. : 02 35 65 55 66

**Ce n'est pas
parce que je l'ai
dans la peau que
je dois mettre
mon budget à nu !**



Un Parfum
passion acheté
-20%
sur le produit
coup de cœur*

*Eau de Toilette ou produit complémentaire.
Réduction immédiate en caisse, sur le produit
le moins cher, valable hors carte de fidélité
et hors promotion.

SAINT VALENTIN

Du 1^{er} au 29 Février 2008

PARFUMERIE

Une heure pour soi

Augmentez votre pouvoir de séduction !

Centre Commercial E.Leclerc
Le technopole - 76800 Saint Etienne du Rouvray
Tél : 02.35.64.36.11

Site internet : www.e-leclerc.com/st-e-rouvray

Sports urbains



Les images de l'exposition sont du photographe et écrivain Patrick Bard.

La ville comme terrain de sport

L'exposition présentée au centre Jean-Prévost du 7 au 29 février offre un regard décalé sur le sport dans les banlieues : une pratique « urbaine » loin du sport-business...

« **L**e skate, le roller ou le BMX, c'est une autre façon de faire du sport. » Brigitte Goussé, animatrice au centre Jean-Prévost, est à l'initiative de la venue de l'exposition « Chronique parallèle des sports urbains ». « C'est un moment de partage, explique-t-elle, sans être organisé, ça reste du sport. C'est aussi une manière de vivre dans son quartier. » Un constat que retrace avec humour l'écrivain Jean-Bernard Pouy, dans le texte qui accompagne l'expo: « c'est pas forcément s'habiller en nylon fluo, mettre la reebok adekoat ». Pour l'au-

teur bien connu des amateurs de polars, « celui qui gravit les douze étages pour arriver au F4 chéri, avec le sac à provisions, le cartable, ou bien les trois packs de Kro » est un authentique athlète... Sans oublier, surtout, les pratiquantes d'une épreuve reine, le « triathlon féminin de banlieue ».

Patrick Bard est l'auteur de la trentaine de photographies de l'exposition: « J'avais envie de montrer des visages différents. Montrer ce qu'on finit par ne plus voir, parce que notre œil est perverti par les clichés véhiculés par les médias sur la banlieue. Je suis quelqu'un qui affronte

le réel comme il vient, c'est au centre de mon travail journalistique et littéraire. » Photographe et écrivain, Patrick Bard pose un regard poétique sur la réalité des banlieues. Son regard, en ombres et lumières, explore

un quotidien où une rampe d'escalier, un parking, une passerelle deviennent des terrains de sport, loin des flashes et des gros contrats publicitaires du sport-business. ♦

• **Place Jean-Prévost**, entrée libre.

Deux semaines d'éclate

Samuel Dutier, le nouveau directeur du centre Jean-Prévost, prévient les amateurs de sensations fortes:

« Pendant les vacances de février, le centre organise deux fois une semaine de loisirs urbains. Au programme, nous aurons du foot de rue, de l'initiation aux arts martiaux, du skate... » Inscriptions avec la Carte Horizon 16/25 ans (1€ pour l'année).

À vos marques

Football, les prochains matchs

- 10 février, stade Youri-Gagarine, 13 heures, 18 ans: FCSE/Le Houlme;
- 15 heures, seniors: FCSE/Le Houlme-

Bondeville; stade des Sapins, 15 heures, seniors: CCRP/ASMCB.

- 17 février, stade Youri-Gagarine, 15 heures, FCSE2/Darnétal

- 24 février, stade des Sapins, 10 heures, 18 ans: CCRP/Caudebec RC2; 15 heures, CCRP2/Cléon

- 2 mars, stade Célestin-Dubois, 15 heures, seniors: ASMCB/Le Houlme-Bondeville2

Full contact

Le club stéphanois de full contact s'est à nouveau fait remarquer de belle manière par ses résultats. Le 20 janvier à Gonfreville l'Orcher et le 27 janvier, à Bourgtheroulde, le club a obtenu plusieurs titres de champions en semi contact et en lighth-contact.

Le Club gymnique commence bien

Une 1^{ère} place au championnat départemental de gymnastique artistique pour l'équipe féminine. L'équipe masculine, termine à la seconde place dans sa catégorie. Deux secondes places en duo au championnat départemental de gymnastique acrobatique, à Dieppe. Tous ces gymnastes sont qualifiés pour les championnats régionaux.

Invitée

Pays perdu, vie sauve

Zamiré Behluli a quitté le Kosovo avec sa famille pour sauver leurs vies. Après trois ans de clandestinité, elle espère retrouver une vie normale.



« **O**n dit « sans papier », mais en fait, on en a beaucoup. » Zamiré Behluli est plongée dans les classeurs où elle garde prudemment tous les papiers de famille, ses diplômes, ses

cahiers de dessins. Aujourd'hui elle peut sourire, son mari Liridon vient d'obtenir un titre de séjour et de travail, et elle, un titre de séjour de visiteur, après trois ans d'attente, des refus, des recours... « Cela fait un mois qu'on respire, soupire-

t-elle. Ils pensaient qu'on venait pour profiter, alors qu'on était là pour sauver notre vie. » La famille habitait Pristina, au Kosovo, et vivait bien: « une énormément belle vie ». Elle était professeur d'art au collège de Pristina et son

mari était entrepreneur. « Quand on a dû partir, j'ai dit « la France », parce que je connais un peu l'histoire et l'art. À Paris, on a pris le premier train qui partait de la gare Saint-Lazare, c'était Rouen. Je n'oublie pas l'accueil, les aides

des associations, je ne sais pas comment on va rendre, mais on n'oublie pas ».

Zamiré apprend le français avec une bénévole du Secours catholique qui vient le jeudi donner des cours au foyer Sonacotra. Le couple y habite avec ses deux filles, Lisa et Léa, depuis presque trois ans. La famille se partage quatre chambres étroites, l'une fait salon, une autre cuisine et buanderie. C'est là que Zamiré peint un peu le soir, quand les filles dorment. « Je dessine à l'encre de Chine, parce qu'ici l'huile ou l'acrylique ne sécherait pas. ». Elle fait aussi quelques sculptures, « quand je touche la terre, je respire, je sais ce que je veux. Après je donne, parce qu'il n'y a pas de place. Ici, c'est pas facile; au Kosovo, j'avais mon atelier ».

La nostalgie affleure parfois, les souvenirs doivent se bousculer dans cette minuscule chambre où le téléviseur est branché sur le pays perdu.

Mais le couple a tourné la page. Depuis leur arrivée, Zamiré et Liridon participent à la vie associative, « on ne pouvait pas rester sans rien faire à attendre, nous sommes habitués à travailler pour gagner notre vie ». Ils aident au Secours catholique, elle a animé des ateliers de dessin ou de sculpture à l'Aspic, à la CSF. « C'est bon pour moi » assure-t-elle, tout sourire. Zamiré ne rêve plus que d'une chose, résumée dans son français imparfait mais si précis: « travailler mon métier ». ♦